

6e Rencontres nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti

11, 12 et 13 Novembre 2016 | Guipry-Messac



ACTES

" Haïti : quels potentiels pour un développement durable "

Avec le soutien de :



REMERCIEMENTS

Le Collectif Haïti de France (CHF) tient à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à la tenue de ces 6èmes Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti :

Le Collectif 35 des Amis d'Haïti, co-organisateur de l'événement, ainsi que les associations bretonnes de solidarité avec Haïti qui ont participé à la préparation de ces rencontres.

La Région Bretagne, partenaire de ces rencontres, qui s'est impliquée activement en participant aux réunions de préparation, en invitant leurs partenaires haïtiens et en apportant un soutien financier et matériel à l'événement.

L'équipe de la MFR de Guipry-Messac, qui nous a accueilli chaleureusement dans ses locaux et qui a permis le bon déroulement de ces journées par leur disponibilité.

Les invités haïtiens ainsi que les intervenants français qui, par leur présence et leurs interventions, ont renforcé le sens de ces rencontres et provoqué des échanges enrichissants.

Les personnes qui ont accepté, à titre gracieux, de prendre des notes pendant ces Rencontres Nationales.

La coordination du CHF, salariées et volontaires, qui a usé de toute son énergie pour faire de ces rencontres un moment festif et constructif.

TABLE DES MATIERES

Contexte des Rencontres Nationales	4
Allocutions d'ouverture	5
Présentation des invités.....	8
Foire aux expériences associatives.....	9
Accompagner et renforcer l'autonomisation de nos partenaires haïtiens pour un développement durable.....	11
Les ateliers, partie 1	14
Atelier 1 : Panorama des modes d'organisation et d'actions en Haïti	14
Atelier 2 : Assurer la continuité d'un projet par l'autonomisation des acteurs	15
Atelier 3 : Devenez acteurs d'Éducation à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale (ECSI)	17
Haïti face aux changements climatiques: les défis d'un développement rural et territorial.....	20
État des lieux et perspectives.....	20
Comment des structures auxquelles les Haïtiens n'auraient pas pensé pourraient aider Haïti, comme les Maisons Familiales et Rurales (MFR) ?	21
Temps d'échanges.....	22
Les ateliers, partie 2	25
Atelier 4 : Développement rural et territoires	25
Atelier 5 : Intégrer la dimension environnementale à son projet.....	26
Atelier 6 : Mobiliser les institutions locales de la Grand'Anse pour assurer la pérennité des projets.....	27
Ateliers Bilan des 3 jours.....	31
Pour aller plus loin	33
MOTS DE CLOTURE	34
Mot d'Ornella Braceschi, trésorière du CHF.....	34
Mot de Daniel Laforest, président du Collectif 35	34
Mot de Paul Vermande, président du Collectif Haïti de France.....	34
Mot de David Tilus	35
des rencontres placees sous le signe de la convivialite !	36
Paroles de participants	37
ANNEXES	38
ANNEXE 1 : liste et contact des participants	38
Annexe 2 : le programme des Rencontres Nationales 2016	42
Actes des 6e Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti	3

CONTEXTE DES RENCONTRES NATIONALES

Tous les 2 ans, dans le cadre de son axe de travail de **mise en réseau des acteurs de solidarité avec Haïti**, le CHF organise un temps fort dénommé « Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti », chaque fois dans une région différente. Les adhérents des 80 associations ainsi que les 110 adhérents individuels sont invités à se réunir au niveau national pour faire le point sur leurs pratiques de solidarité avec Haïti, sur leur fonctionnement associatif et sur le soutien qu'ils apportent à leurs partenaires. Nos réflexions se portent depuis plusieurs années principalement autour de la conduite des projets menés en Haïti pour le développement social et économique, ainsi que pour la défense des Droits Humains fondamentaux des Haïtiens.

En 2006, les premières Rencontres Nationales (RN) à Chamarande (Essonne) avaient permis de créer une première rencontre des acteurs de la solidarité avec Haïti rassemblant ONG, associations franco-haïtiennes, collectivités locales. En 2008, le thème central des deuxièmes Rencontres Nationales à St Foy-les-Lyon (Rhône) était « Passer de l'assistanat au partenariat ». Il s'agissait pour les participants d'approfondir la connaissance des enjeux de chaque secteur et d'identifier des pistes d'actions pour y répondre dans leurs projets. En 2010, dans un contexte post-séisme, l'enjeu était de taille. Le principe "Passer de l'assistanat au partenariat dans les projets de solidarité" ayant été partagé deux ans auparavant, les participants ont travaillé autour de la question « Comment fait-on de ce principe une réalité, un changement de pratique dans nos projets? ». En 2012, année des 20 ans du CHF, les 4èmes RN ont été l'occasion de retracer la mémoire du réseau et des liens forts d'amitié, de confiance, de travail et de solidarité tissés avec le peuple haïtien, en présence de ses membres fondateurs, anciens adhérents, militants, bénévoles et partenaires de France et d'Haïti. Autour de l'intitulé « Des droits à conquérir, un développement à réussir », les participants ont été invités à réfléchir en ateliers sur les thèmes et valeurs défendus par le CHF. Ce moment clé a ainsi permis de réaffirmer l'engagement collectif, d'afficher notre vision du développement endogène d'Haïti et de rappeler notre conception de la solidarité citoyenne, ancrée localement et durablement entre le peuple haïtien et le peuple français. En 2014, les Rencontres Nationales se sont déroulés à Lille avec pour thème « Le droit et l'accès à l'eau comme support d'un partenariat franco-haïtien durable ». Ce droit fondamental ayant été défini par les nations unies comme un des Objectifs du Millénaire pour le Développement, il est apparu essentiel de réunir les associations et les intervenants français et haïtiens agissant dans ce domaine.

Les 6èmes Rencontres Nationales des Acteurs de la Solidarité avec Haïti ont été organisées en Bretagne les 11, 12 et 13 novembre 2016 sur le thème « **Haïti : Quels potentiels pour un développement durable ?** ». La détérioration environnementale d'Haïti n'est plus à démontrer. Le pays est dans un état dit de vulnérabilité permanente lié aux risques d'inondations, de glissement de terrain, de pollution, d'érosion etc. En dépit de tout, Haïti dispose encore d'une faune et d'une flore extraordinairement riches. Face aux menaces réelles qui guettent l'environnement haïtien, la gestion des ressources naturelles se révèle être une priorité appelant une prise de conscience des acteurs agissant dans ce domaine. D'autre part, à travers la notion de développement durable, il faut considérer, outre les aspects environnementaux, la question d'une économie sociale et solidaire qui doit permettre aux actions de se développer et de perdurer sur le long terme, ce qui revêt d'une grande importance dans le pays. Ainsi, le Collectif Haïti de France, en collaboration avec les différents intervenants, ont réfléchi collectivement sur la durabilité de ses actions de solidarité avec le peuple haïtien aboutissant à l'autonomisation de ses partenaires sur le terrain.



ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Remerciements et mot de bienvenue de Mme Anne Patault de la région Bretagne
Propos de Daniel LAFOREST du Collectif 35 des Amis d'Haïti

DISCOURS DE PAUL VERMANDE, PRESIDENT DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Les Rencontres Nationales du CHF ont lieu à un moment où le peuple haïtien est une fois encore profondément meurtri. Nous avons été en relation avec le Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International (MAEDI), avec un consortium d'associations, d'ONGs et de structures comme l'AFD, des représentants de région et de Cités Unies France, réunis d'abord dans les locaux de Coordination SUD, puis à Solidarité Laïque. Au sein du CHF, de multiples appels à dons ont été faits par les associations et certaines sommes recueillies ont déjà été envoyées aux partenaires haïtiens pour répondre aux besoins urgents qui nous ont été signalés.

On entend souvent autour de nous la phrase suivante : « Les Haïtiens n'ont vraiment pas de chance... ». Le cinéaste Raoul PECK a réagi en entendant cette phrase à plusieurs reprises : « Mes amis, vous oubliez l'Histoire et les 4 siècles d'histoire commune avec la France... ». Nos ancêtres, et donc notre pays, ont en effet tiré profit de cette colonie extrêmement fructueuse, puis lui ont imposé après l'indépendance chèrement acquise avec 100 000 morts, une dette qui a été qualifiée « d'odieuse ». Le colonisateur a implanté les seules structures qui servaient ses cultures et ses intérêts ; Haïti et son peuple n'ont rien pu mettre en place comme infrastructures, qui seraient protectrices des personnes et des biens, et qui développeraient son économie de façon durable. Les autres pays occidentaux ont aggravé le pillage d'Haïti et de son peuple : rappelons l'arrivée des Espagnols et le génocide d'un million d'autochtones, l'esclavage des noirs venus d'Afrique, l'occupation militaire des USA de 1915 à 1934. Les nations occidentales ont aussi manifesté une grande méfiance envers cette première république noire, notamment dans les délais pour la reconnaissance de son indépendance, 20 ans du côté français, 40 ans pour les USA et 60 ans pour le Vatican.

Face à tout cela, que faisons-nous ?

De multiples actions de soutien à la société civile haïtienne pour soutenir les écoles, l'agriculture paysanne, la santé... comme celles que les associations ont faites en réponse aux dégâts de l'ouragan Matthew. Certaines actions ont une dimension nationale grâce aux partenaires haïtiens du CHF : information diffusée avec USH et NIH, programme Manman Bèf pour la souveraineté alimentaire, installation de 500 TNI grâce aux initiatives de Haïti Futur, etc. Mais en dehors de ces programmes importants, la plupart des actions des associations du CHF apportent une aide très locale, appréciable et appréciée, elles n'ont pas l'envergure nécessaire pour résoudre les grands problèmes d'Haïti face aux cyclones, à la souveraineté alimentaire, à la gestion de l'environnement (Eau, assainissement, déforestation). Il faut multiplier des actions qui ont un impact fort sur le développement d'Haïti, pour la promotion des personnes, pour la protection des biens. L'autonomie de nos partenaires haïtiens, acteurs du développement de leur communauté et du pays, est l'objectif essentiel qu'il faut mettre en perspective dès maintenant, même lors des actions répondant à l'urgence.

C'est ce à quoi je vais vous demander de réfléchir en tant que président du CHF.

- **Le CHF, grâce à vous, pourrait saisir les autorités françaises et haïtiennes à tous les niveaux, communes, régions, gouvernement et ministères, les commissaires de l'Union Européenne pour que des investissements lourds soient réalisés afin de mettre en place des infrastructures (routes, barrages, ponts, bâtiments administratifs, scolaires et sanitaires). Nous sommes 80 associations franco-haïtiennes et nous pouvons en 2017, et pendant 2 ou 3 jours communs à toutes les associations, nous manifester par des actions culturelles ou de plaidoyer que chaque association maîtrise bien, ceci en vue de montrer notre détermination collective qu'elle soit nationale ou régionale. Les associations peuvent opérer avec les autres associations de leur région.** Dans les jours qui suivraient, nous pourrions au niveau des associations, des collectifs régionaux et du CHF national, faire des démarches citoyennes en direction des autorités auxquelles nous remettrions une **lettre – appel** pour qu'Haïti soit mieux prise en considération et pour que des grands travaux soient entrepris.
- **Si vous pensez que le CHF doit perdurer pour garder cette attention indispensable à l'avenir du peuple haïtien, nous devons en prendre les moyens.** Le Collectif est reconnu par les grosses ONG et par les autorités, comme **la tête de réseau pour le partenariat avec Haïti**. L'AFD nous a accordé une subvention importante dans le cadre du SMA (Structuration du Milieu Associatif) pour mettre en place le Centre de Ressources des Acteurs de la Solidarité avec Haïti (CRASH) qui devra servir à tous ceux qui veulent agir en Haïti. Vous aurez tous à l'alimenter et à l'utiliser. Actuellement, nous sommes parmi les animateurs de l'Espace de Partenariat Franco-Haïtien (EPFH) et nous travaillons avec la Coordination Europe Haïti (CoEH) qui regroupe une dizaine de pays et siège à Bruxelles. Voir l'article de Frédéric Thomas sur Haïti dans le monde Diplomatique de ce mois¹.

Pour que le CHF puisse fonctionner et perdurer, il nous faut trouver des fonds propres pour notre trésorerie, car les subventions ne durent qu'un temps. Quelques personnes un peu fortunées pourraient commencer en ce sens. Mais il est nécessaire que chacun d'entre nous se mobilise avec son association pour participer aux financements, aux réflexions et activités de son association et du Collectif.

- **Au niveau des actions de terrain et des projets de nos associations, il est indispensable de devenir un vrai partenaire des Haïtiens** avec qui nous sommes en relation. La première condition est **d'aller**

1 <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/THOMAS/56773>

les rencontrer en Haïti, voir et comprendre leur environnement, connaître leurs possibilités et leurs difficultés, rencontrer des autorités haïtiennes. Si ceci est fait, chaque association pourra alors monter de bons projets, sans doute avec d'autres associations ou organismes (« **l'Union fait la Force** ») et rechercher des soutiens financiers aussi bien en France qu'en Haïti. Des organismes internationaux comme l'UE, la BID, les Nations Unies financent des associations haïtiennes qui peuvent s'allier avec des étrangers. Le CHF propose déjà des **sessions de formation pour vous aider à élaborer un projet**, puis à rédiger le dossier et rechercher des financements.

Nous allons déposer à l'AFD en mars prochain un dossier avec le GREF (Groupement des Educateurs Sans Frontières), Haïti-Futur, le GRAHN (Groupe de Réflexion et d'Action pour une Haïti Nouvelle), le syndicat haïtien REFERANS ; il est intitulé : **CONtribution à la MODernisation du SystèM e Educatif Haïtien (COMOSEH)** pour 30 écoles en Haïti. Le financement demandé est de 450 000 €. Les associations devront, elles aussi, déposer un dossier pour chaque école auprès des structures locales qu'elles connaissent; ceci permettrait d'avoir les cofinancements demandés par l'AFD. Il est indispensable de se réunir durant ces Rencontres Nationales, pour que les associations qui se sont déjà manifestées l'an dernier et celles qui voudraient se joindre à ce projet disposent des informations nécessaires et examinent comment nous allons procéder.

- Nous tous au Collectif, nous pouvons **devenir de vrais acteurs de la SOLIDARITE avec Haïti** à condition que nous nous mobilisions, que nous apparaissions comme un **COLLECTIF** tant au niveau national que régional. **Nicolas HULOT** dans son combat écologique et son manifeste intitulé « **OSONS** », a écrit que cette solidarité entre le Nord et Sud est **OBLIGATOIRE pour sauver la planète** ; je rajouterai pour sauver notamment **Haïti**, un des pays qui souffre le plus du réchauffement et du dérèglement climatiques, ce que nous constatons avec le passage répété des cyclones et la modification des saisons de culture.

Il n'y a plus qu'àen discuter dans la « foire aux expériences associatives» et pouvoir se déterminer par la suite.



PRÉSENTATION DES INVITÉS



Michel CHANCY, Médecin vétérinaire, zootechnicien, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Université Quisqueya (uniQ), Fondateur de VETERIMED.

VETERIMED est une Organisation Non Gouvernementale d'aide au développement, créée en 1991, par un groupe de professionnels haïtiens, qui veulent contribuer au développement du pays grâce à des actions en milieu paysan. La mission de VETERIMED est d'aider, par la formation, la recherche et l'appui technique en santé et production animale, les éleveurs haïtiens à augmenter leur production et leurs revenus.

Jean Farreau GUERRIER, Coordonnateur général à Entrepreneurs du Monde Haïti (EDM).

Entrepreneurs du Monde est une association française de solidarité internationale créée en 1998 qui agit auprès des populations des pays en développement. Aujourd'hui, l'association agit dans 12 pays, au travers de programmes et partenaires locaux, autour de 3 axes : Micro finance sociale, Entrepreneuriat sociale et Création de très petites entreprises (TPE).



Georges JOREL, Maire de la Commune de Moron, Président de l'Association des Maires de la Grand'Anse (AMAGA).

L'Association des Maires de la Grand'Anse a été créée en 2007 par les Maires de l'époque. Elle se donne pour objectif principal de réunir les Maires en vue de la réalisation d'actions communes favorables au développement des municipalités et dans le sens de la mission des administrations communales.

David TILUS, Ingénieur Civil, Président du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE).

Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE), né de l'initiative d'Haïtiens, Canadiens et de Français, est une Organisation Non Gouvernementale dédiée au développement local et l'éducation relative à l'environnement. L'objectif général du GAFE est d'encourager la gouvernance locale afin que la communauté prenne en charge la gestion de son propre développement dans le cadre d'un développement communautaire durable.





Anne LESCOT, Réalisatrice, Directrice du Collectif 2004 images.

Le Collectif 2004 images, association créée en 2003, promeut la culture haïtienne à travers l'art plastique, la photographie, les films documentaires. Elle a également été consultante auprès de la Fondation de France après le séisme de 2010 et très récemment après le passage de Matthew pour une mission d'évaluation.

Frantz CADET, Président du Collectif Haïti Occitanie, représentant du réseau de Maison Familiale Rurale pour le projet Haïti. Depuis 2015, des contacts ont été pris avec deux organisations rurales haïtiennes intéressées par la formation professionnelle rurale et le « système MFR » : Aflidepa (Association des femmes de Limonade pour le développement de la production agricole) et MPP (Mouvement paysan de Papaye).



Débats animés par :

Darline COTHIÈRE, Linguiste, Directrice de la Maison des journalistes, Consultante & **Philomé ROBERT**, Juriste, journaliste, présentateur des éditions d'informations du week-end sur la chaîne française d'informations internationales France 24.



FOIRE AUX EXPÉRIENCES ASSOCIATIVES

Les associations qui ont partagé leurs projets lors de ces Rencontres Nationales !

Pour mieux se connaître, s'identifier, faire fructifier les échanges lors des Rencontres nationales, le CHF a proposé à ses associations membres une « Foire aux expériences associatives ». Lors de ce temps, 1 représentant de chaque association & organisation a été invité à monter sur scène et à se présenter en « 3 minutes, montre en main » son association et ses projets.

Pour en savoir, consultez l'annuaire 2016 des associations, disponible en cliquant sur [CE LIEN](#), et la cartographie du réseau à [CETTE ADRESSE](#).



ACCOMPAGNER ET RENFORCER L'AUTONOMISATION DE NOS PARTENAIRES HAÏTIENS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Michel CHANCY, Jean Farreau GUERRIER, et Anne LESCOT
Table-ronde animée par Darline COTHIÈRE, Journaliste

LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE POUR FAVORISER UNE PRODUCTION LOCALE

Intervention de Michel CHANCY, Médecin vétérinaire, zootechnicien, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Université Quisqueya (uniQ), Fondateur de VETERIMED

La place de l'élevage dans la production nationale

Dans les années 80, la production animale contribuait à la consommation locale à 81%. Aujourd'hui, 45% seulement de la consommation des produits carnés du pays provient de la production nationale. En effet, la diminution des parts de produits carnés locaux s'explique par une libéralisation du marché par les autorités compétentes, qui sont elle-mêmes actionnaires dans des sociétés d'importation. Haïti est le premier pays à avoir appliqué une libéralisation drastique. Les importations sont financées par les Haïtiens de la diaspora. Cependant, l'élevage joue un rôle considérable dans la production animale (cabri, bœuf). L'argent d'importation pourrait être utilisé pour l'achat des produits locaux afin de développer la production locale.

Le développement d'Haïti doit passer par :

- La refonte totale de l'économie : relance de la production nationale, protection du marché, établissement des barrières tarifaires
- Le renforcement de l'élevage qui peut se matérialiser par des montages de projets de financement d'une filière, des appuis au développement territorial via des plateformes collaboratives (exemples : fédération des producteurs de lait, logiciel de gestion des données sur les animaux...)

Projets en cours pour l'élevage en Haïti

- Sistèm idantifikasyon bèt yo (SIB)

Il s'agit d'un logiciel créé par un jeune haïtien, qui permet d'avoir un système d'information accessible partout dans le monde, en temps réel, sur les animaux destinés à l'abattage. Ces animaux sont identifiés par bracelets et par boucles d'oreilles (en provenance des Pays-Bas), ce qui facilite leur traçabilité. Les informations sont obtenues grâce au numéro de la boucle d'oreille, au code (code unique), CIN (carte d'identification nationale), tag, carnet... Ce système permet également d'obtenir des informations sur les agents vétérinaires, les animaux abattus, les éleveurs, les points d'abattage en fonction du zonage (département/commune/quartier...). Le mode de gestion des données est bien organisé grâce à la présence d'administrateurs et opérateurs. Les administrateurs récupèrent des données auprès des agents qui jouent le rôle de vérificateurs, une vérification qui est encadrée par un arrêté présidentiel. 2800 animaux ont déjà été enregistrés dans les abattoirs. Les statistiques sont disponibles sur le site : www.sib.agriculture.gouv.ht
Ce projet est appuyé par l'Ambassade de Suisse.

- Solidaires des éleveurs haïtiens (Manman bèf)

Le programme « Manman bèf » lancé par le CHF, Veterimed et AVSF, consiste à investir 600 euros dans une vache attribuée à un éleveur haïtien, en priorité à une femme. A la troisième portée, 2 veaux reviennent à l'éleveur, la vache initiale revient à l'investisseur et 1 veau revient au programme. Le programme rassemble déjà : 472 investisseurs, 656 familles bénéficiaires et 1827 vaches en gardiennage.

Les associations membres du CHF sont appelées à renforcer chaque association locale en analysant les besoins des laiteries dans les régions au cas par cas (35 laiteries dans 35 communes différentes) et fournir une aide financière aux gestionnaires.

LE SOUTIEN AUX ENTREPRISES LOCALES POUR RELANCER L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET LA CREATION D'EMPLOI

Intervention de Jean Farreau GUERRIER, Coordonnateur général à Entrepreneurs du Monde Haïti (EDM)

Entrepreneur Du Monde (EDM) est présent en Haïti depuis 2003, principalement dans le domaine de la micro-finance. Après le séisme du 12 janvier 2010, la présence des multiples ONG n'a rien apporté sur le long terme. Par conséquent, EDM a voulu assurer le développement des activités pérennes et durables, par la création ou la relance d'entreprises locales. De 2010 à 2016, l'association a créé ou contribué à créer ou renforcer 200 entreprises à Port-au-Prince, dont une cinquantaine à Carrefour-Feuille et à Christ-Roi. Seulement 50 % d'entre elles existent encore. Ces entreprises créent en moyenne 3 emplois, ou plus, par exemple dans les salons de coiffure ou des boulangeries. En 2013, EDM a lancé le programme « Oser l'entreprise » dans le cadre de sa mission d'accompagnement de porteurs de projets. Grâce à des fonds accordés par la Fondation de France (3 millions d'euros), l'association finance certaines entreprises à hauteur de 100 euros pour les microcrédits et 3000 euros pour les très petites entreprises (TPE).

Problèmes liés à la création d'entreprises

Malgré ces actions, la situation reste encore critique, car il n'existe pas de banque de développement pour aider les petits entrepreneurs, ce qui rend difficile le financement des entreprises de commercialisation ou de production. De plus, les projets ne correspondent pas toujours aux compétences des entrepreneurs. Le processus de création d'entreprises demande du temps. Le porteur de projet est accompagné par EDM pendant environ 3 mois. Ainsi, les gens préfèrent parfois exercer des petites activités appelées couramment « degaje », pour un revenu immédiat. L'autonomie fait peur.

En effet, ceux qui parviennent à lancer leurs petites entreprises sont confrontés au problème de l'obtention de la patente dont le coût s'élève à 25 000 gourdes et qu'il faut renouveler à partir de la deuxième année de fonctionnement. Il y a aussi un manque de transparence sur les actions réalisées par les porteurs de projets sur le terrain.

Perspectives

Vu l'importance de l'aspect psycho-social dans l'encadrement des activités génératrices de revenus, EDM prévoit la mise en place d'un bureau permanent d'entrepreneuriat. Il sera composé de mentors pour accompagner les jeunes entrepreneurs, favorisant ainsi la cohérence entre la compétence requise et les

actions à réaliser sur le terrain. Ce bureau est repliable sur tout le territoire national et travaillera en partenariat avec certains ministères.

Haïti a besoin des porteurs de projets pour mener des activités pérennes. Il faut une capitalisation des aides des associations pour y parvenir.

DEVELOPPEMENT DU MECENAT ET PHILANTHROPIE EN HAÏTI

Par Anne LESCOT, Réalisatrice, Directrice du Collectif 2004 images

Après le passage du séisme à Port-au-Prince en 2010, il était question de remettre en question l'assistantat. En effet, beaucoup de sponsors sont visibles sur le terrain, mais leurs actions ne visent pas nécessairement le long terme. Par ailleurs, il existe des entreprises locales qui interviennent dans des activités dont les résultats sont positifs. Aussi, le « Fonds d'initiative culture » a permis de mettre en place une structure assurant la distribution de fonds sur le terrain. Le travail de la fondation était notamment d'identifier des mécènes haïtiens et de développer la philanthropie en Haïti en soulignant leur rôle comme moteur de développement.

Un petit livre sur le mécénat haïtien a été rédigé et des formations en RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) ont permis de mettre en avant ce modèle innovant de levée de fonds. Cela a également permis de favoriser des échanges inters-haïtiens ainsi que des échanges entre internationaux et Haïtiens. L'objectif est de développer une logique inclusive pour le développement du mécénat en Haïti.



LES ATELIERS, PARTIE 1

ATELIER 1 : PANORAMA DES MODES D'ORGANISATION ET D' ACTIONS EN HAÏTI

QUEL OBJECTIF ?

Comprendre le concept d'ESS, identifier des modes d'organisations, d'actions, de savoir-faire, dégager des pistes de travail

INTERVENANT

Jean FARREAU

MODERATEUR

Daniel BOISSON (CHF)

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS), c'est quoi ?

D'après le Centre de Documentation Economie-Finances (CEDEF), l'économie sociale et solidaire (ESS) « désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale². » L'ESS peut être un levier de développement tout en mettant l'être humain au centre des sociétés. Elle a un ancrage territoriale, ce qui demande un travail collectif sur le fondement d'un projet économique, c'est-à-dire qui cherche une rentabilité.



L'ESS repose sur des principes comme:

- la finalité sociale
- le principe éthique
- la gestion des salaires encadrée (pas de parachute doré)
- le partage démocratique
- l'ancrage territorial
- la compréhension de l'ensemble de la filière par la formation
- le partage des savoirs
- la maîtrise des décisions
- l'autonomisation financière

L'ESS en Haïti par Entrepreneur du monde

En Haïti, l'ESS est mise en œuvre par la micro finance. Elle permet de répondre aux besoins des agences des sous-secteurs coopératifs et non coopératifs et des 50 APCB (Association de base de cotisations et de prêts) formant des :

- mutuelles de solidarités
- banques communautaires

² <http://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>

- associations villageoises d'épargne et de crédit

Il existe 9 agences réparties dans plusieurs départements. Cependant, elles sont peu connues et ne sont pas très représentées. L'ESS nécessite la confiance, car elle permet de rapprocher les gens et de les responsabiliser.

Entrepreneur du monde a mis en place un système de prêt permettant aux petites entreprises de développer leurs activités. Elles peuvent ensuite se diriger vers les banques classiques pour des prêts plus élevés avec un plan sur 5 ou 10 ans. Mais dans un pays où il y a de l'inflation, il y a plus de risque à prêter et le taux d'intérêt est très important. Le crédit seul (de groupe, individuel, « coup de pouce », énergie) ne suffit pas. Aussi, il faut d'autres services tel que l'accompagnement social pour pallier le manque d'informations.

Typologie des entreprises appuyées : service au ménage, restauration, agro-alimentaire, bureautique informatique, pâtisserie boulangerie, habillement, industries, enseignement, construction.

Pistes d'actions identifiées

- Encourager la solidarité citoyenne
- Faire connaître les opportunités possibles via Entrepreneur du monde
- Obtenir un crédit à long terme selon les initiatives ou les entreprises
- Prioriser la porte d'entrée par le groupe
- Parvenir au changement de mentalité par l'éducation
- Avoir confiance en l'autre
- Soutenir des écoles professionnelles
- Favoriser la création d'autres petites entreprises par la formation
- Prendre des décisions communes

ATELIER 2 : ASSURER LA CONTINUITÉ D'UN PROJET PAR L'AUTONOMISATION DES ACTEURS

QUEL OBJECTIF ?

Comprendre l'enjeu d'autonomisation des acteurs, identifier des bonnes pratiques

INTERVENANT

Anne LESCOT

MODERATEUR

Darline COTHIÈRE

Types de philanthropes en Haïti

Il existe trois types de philanthropes en Haïti :

- Philanthrope dans le sang : personnes qui mènent des actions de façon naturelle, ayant déjà atteint un certain seuil de revenu (prêtres, notables, retraités...)
- Philanthrope par avantages : personnes qui ont un esprit d'opportuniste.

- Philanthrope portant de vraies réflexions, qui veulent vraiment répondre aux besoins

Comment le mécénat contribue-t-il à l'autonomisation ?

D'abord, il faut qu'il y ait une cohérence entre le projet et la philosophie de l'entreprise ou raison sociale. D'où la nécessité de distinguer le mécénat de la sponsorship. Il faut connaître son mécène afin de créer du lien et favoriser la confiance. Cela peut-être gagnant-gagnant. Il faut être innovant, c'est-à-dire observer et analyser ce qui intéresse le mécène. Car le mécénat n'implique pas seulement un chèque, mais aussi de l'expertise (aide matérielle et technique).

Les mécènes peuvent aider les associations locales à identifier les ressources disponibles sur le terrain afin d'exploiter les éventuelles opportunités de développement durable.



Les bonnes pratiques identifiées

- Responsabiliser les élus locaux
- Favoriser le progrès social (croissance économique, mise en place de mécanismes nouveaux)
- Tenir compte des expériences passées (avoir une posture plus humble en maîtrisant la réalité du terrain ; capacité d'adaptation à de nouvelles situations)
- Définir les finalités sociales des actions
- Identifier les besoins réels, être à l'écoute de la population notamment les femmes et les paysans
- Identifier les moyens, compétences, opportunités, menaces...
- Penser l'autonomisation en termes de partenariat
- Mutualiser les acteurs (associations/ONG, société civile)
- Déterminer les causes du non suivi des projets
- Prendre les actions qui marchent durablement comme modèle
- Intégrer les femmes
- Éduquer et sensibiliser
- Diffuser les bonnes pratiques

ATELIER 3 : DEVENEZ ACTEURS D'EDUCATION A LA CITOYENNETE ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (ECSI)

QUEL OBJECTIF ?

Faire découvrir aux associations du réseau des outils pédagogiques en ECSI, réfléchir au « pourquoi sensibiliser »

INTERVENANT

Le CRIDEV

MODERATEUR

Céline DEBOFFE (CHF)

ZOOM SUR : Le CRIDEV

Le CRIDEV signifie aujourd'hui : « Centre de Ressources de d'Interpellation » pour la convergence des solidarités, la défense des droits Humains, la dénonciation des injustices sociales ici et là-bas... L'association s'inscrit dans la démarche et le processus de l'éducation populaire « politique » qui consiste, à l'aide de méthodes ludiques et interactives, à prendre conscience de la place que l'on occupe dans la société et à expérimenter sa capacité d'agir pour tendre vers un monde plus juste. Une de nos finalités est bien de contribuer à une transformation sociale pour plus d'égalité en passant par des phases de conscientisation des rapports de domination, puis des phases d'actions collectives avec les premier-e-s concerné-e-s par les injustices sociales en se positionnant en tant qu'allié-e-s à leur côté. Enfin le CRIDEV privilégie la convergence des solidarités et donc des luttes en travaillant avec de nombreux partenaires.

Présentation et expérimentation d'outils et de techniques d'animation d'ECSI

1/ Jeu brise-glace

Cet atelier a débuté par la présentation d'un jeu brise-glace. Les jeux brise-glace permettent aux participants de se connaître de manière rapide et sans une présentation formelle.

Le choix pour cet atelier s'est porté sur le jeu brise-glace «Ai-je accompli mes rêves d'enfants ?». Ce jeu permet pour chacun de réfléchir aux parcours et aux motivations personnelles de chacun. Il s'agit de faire le point en établissant une note de satisfaction (de 0 à 10) et donc à s'auto évaluer (réussites et échecs, frustrations, ce qui reste à accomplir). L'explicitation devant le groupe met en évidence des comparaisons d'expériences et de situations très hétérogènes tout en dynamisant certaines approches.

La présentation favorise la prise de connaissance des membres du groupe de façon active et facilite la cohésion rapidement.



2/ Débat mouvant sur l'animation en ECSI et la solidarité internationale

Le débat mouvant est une forme de débat dynamique qui favorise la participation.

Un animateur annonce une affirmation et propose aux participants de se positionner physiquement dans la salle, "ceux qui ne sont pas d'accord avec ce qui vient d'être dit d'un côté et ceux qui sont d'accord de l'autre". Personne n'a le droit de rester au milieu (sans avis), le fait de se déplacer réellement pousse à choisir un camp et des arguments. Les affirmations proposées constituent une incitation à prendre position POUR ou CONTRE.

Une fois que tout le monde a choisi "son camp", l'animateur demande qui veut prendre la parole pour expliquer son positionnement. Pour initier le débat, il peut commencer par demander qui est fortement positionné par rapport à l'affirmation énoncée. Quand un camp a donné un argument, c'est au tour de l'autre camp d'exprimer un argument. C'est un ping-pong. Mais si un argument du camp opposé est jugé valable par un participant, il peut changer de camp.

Quand l'animateur le choisit, il clôt le débat concernant cette affirmation.

Les débats qui s'engagent obligent à développer des capacités de plaider, d'argumentation et de préciser sa pensée en rapport à des thèmes souvent polémiques. Ce jeu aboutit à une prise de conscience des réalités complexes et nuancées de la solidarité internationale.

Cet atelier a été l'occasion de tester le débat mouvant autour de 3 affirmations :

- « Ne rien donner c'est mieux que de donner n'importe quoi »
- « L'ECSI c'est amener les gens du Nord à soutenir financièrement les pays du Sud »
- « L'éducation à la solidarité internationale se fait avant tout ici »

3/Le Jeu du « Pas en Avant »:

Ce jeu a plusieurs objectifs :

- Permettre aux jeunes de prendre conscience des inégalités dans l'accès aux droits fondamentaux, entre pays, mais aussi au sein d'un même pays
- Travailler sur les représentations et déconstruire les stéréotypes
- Faire comprendre ce qu'implique parfois l'appartenance à certaines minorités sociales ou ethniques pour une personne et les conséquences induites
- Vivre l'empathie.

Le « Pas en Avant » est une animation simple et tout public qui aborde les questions des représentations. Elle permet de matérialiser visuellement ~~un rôle possible de l'animation~~ des inégalités. En incitant les joueurs à se mettre dans la peau d'un personnage, elle a pour finalité de susciter la discussion autour d'une thématique choisie et de déconstruire des stéréotypes et des préjugés qui peuvent être répandus parmi les participants.

Force est de constater que nos représentations conduisent souvent à porter un regard misérabiliste voire négatif sur les pays du Sud. Cette animation propose de travailler sur les représentations à partir du thème de l'accès aux droits fondamentaux.

Concernant le déroulement du jeu, les participants se voient attribuer une carte profil au hasard, qui représente le profil d'une personne. Chaque participant est invité à se mettre dans la peau du personnage en imaginant son histoire, son passé, ses envies, ses difficultés...

Une fois que les participants se sont appropriés leur profil, ils sont tous en ligne au bout de la pièce. L'animateur lit alors une liste de situations ou d'événements. À chaque fois que les participants sont en mesure de répondre « oui » à l'affirmation compte tenu de leur carte Profil et de la représentation qu'ils se

sont imaginés, ils doivent faire un pas en avant. Dans le cas contraire, ils restent sur place.

La visualisation géographique constitue un éclairage parfait des inégalités des droits bien plus efficace que des exposés savants. Ce jeu de positionnement facilite les projections individuelles et démontre ainsi les différences de réactions face à des situations identiques.

4/ Conclusion/bilan

Ces outils doivent être davantage partagés. Ils pourraient être également utilisés lors de lancement de regroupements pour souder les équipes et démarrer des débats.

Le CHF souhaite accompagner davantage les associations de son réseau dans les actions d'ECSI qu'elles mènent à travers la création d'outil et la réalisation de fiche pratique. A travers l'ECSI, l'objectif est de sensibiliser un public. Rendre acteurs les participants, est une démarche pédagogique ayant fait ses preuves quand l'objectif poursuivi est de sensibiliser.

HAÏTI FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES: LES DEFIS D'UN DEVELOPPEMENT RURAL ET TERRITORIAL

*Avec : David TILUS, Georges JOREL, Frantz CADET
Animation par Philomé ROBERT, Journaliste*

ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

Intervention de Georges JOREL

L'ouragan Matthew est le plus puissant ouragan à avoir frappé les Caraïbes depuis près de 10 ans, en faisant 1473 morts, 1339 blessés et un grand nombre de disparus en Haïti. 75 000 personnes ont été affectées. Un mois après, toutes les portes des écoles sont fermées parce qu'elles ont servi d'abris provisoires. L'ouragan a dévasté les moyens de subsistance des populations, mais aussi les infrastructures sanitaires. Lors des prochains mois, 13 000 femmes doivent donner naissance et sont exposées à de grands risques.

L'Association des Maires de la Grand'Anse (AMAGA) s'est donné pour objectif d'agir pour une meilleure gestion des risques naturels. En effet, la mauvaise gestion des déchets, la migration vers les villes, la mauvaise gestion de l'environnement augmentent les risques. Le département de la Grand'Anse devient de plus en plus vulnérable. Pour pallier à ce problème, la résilience de la population est à considérer.

L'AMAGA veut aussi développer un partenariat avec les différentes entités étatiques.

Il est à noter que l'aide de la diaspora est essentielle. La distinction entre les Haïtiens du dedans et ceux de l'extérieur n'est qu'une fiction administrative. Les projets de coopération Nord-Sud, Sud-Sud, triangulaire et les initiatives privées peuvent contribuer à concevoir ensemble une meilleure solution.

Le problème du réchauffement climatique implique de prendre en compte les paramètres qui sont directement liés au réchauffement, mais aussi à l'ensemble des aléas qui affectent la population et les facteurs socio-économiques qui définissent les risques. La sécurité alimentaire est la priorité et un gage de stabilité.



COMMENT DES STRUCTURES AUXQUELLES LES HAÏTIENS N'AURAIENT PAS PENSE POURRAIENT AIDER HAÏTI, COMME LES MAISONS FAMILIALES ET RURALES (MFR) ?

Intervention de Frantz CADET

A chaque grand événement, le CHF se retrouve dans une maison familiale rurale (MFR). Face à des jeunes qui se retrouvaient dans des voies qui ne leur donnaient pas toutes les chances, le réseau des MFR s'est développé autour d'un principe : *Réussir autrement*. Il ne s'agit pas de faire seulement que les gens aillent à l'école, mais aussi qu'ils s'approprient le contexte environnemental dans lequel ils vivent.

Maison familiale rurale (MFR) est un centre de formation, sous statut associatif, qui a pour objectifs la formation par alternance et l'éducation des jeunes et des adultes ainsi que leur insertion sociale et professionnelle.

Le Collectif Haïti Occitanie travaille avec des associations en Haïti, en particulier l'Association de femmes à Limonade (AFLIDEPA) et le Mouvement des Paysans de Papaye (MPP). Il attire l'attention de ses partenaires haïtiens sur les ressources qui existent dans le pays, mais qui ne sont pas exploitées. En effet, on considère qu'il n'y a pas de ressources en Haïti et que tout vient de l'extérieur. Il est donc indispensable d'apporter des moyens pédagogiques et la structure. Le projet de formation doit venir du milieu et sera élaboré en fonction des besoins. L'un des représentants du MPP a été invité en Aveyron et a pu visiter les structures de la région Midi-Pyrénées, ce qui lui a permis de développer de nouvelles idées.

A quels besoins peut répondre une MFR ? Des difficultés techniques peuvent survenir à tout moment, pourtant il n'y a pas forcément des techniciens sur place pour dépanner. Par exemple, sur le site de Veterimed à Limonade, il y a eu une panne d'électricité un jour et les responsables ont dû chercher pendant une journée entière un électricien. Une telle situation prouve à quel point les jeunes n'ont pas accès à différentes formations professionnelles. C'est pourquoi il a été envisagé de monter un projet de formation des maîtres à Limonade.

Intervention de David Tilus

Pourquoi prendre en considération la dimension territoriale ? Parce que les effets du changement climatique se manifestent au niveau local. Parce que la vulnérabilité et la capacité d'adaptation se manifestent également au niveau local. Et parce que les mesures d'adaptation peuvent être mieux observées au niveau local.

Quel est le constat au niveau des territoires ? Les élus locaux n'ont pas de connaissances suffisantes sur le changement climatique. Ils n'ont pas les moyens techniques, financiers, les ressources humaines pour suivre le niveau de vulnérabilité du territoire, ils n'ont pas les possibilités de se renseigner et d'appliquer les lois (comme le code rural haïtien). La décentralisation est en panne. Il n'y a pas de volonté politique de décentralisation. Notre rôle est de mettre la pression sur l'Etat central pour appuyer la décentralisation afin de transférer moyens et compétences.

Au niveau des territoires, les élus locaux sont souvent trop occupés par des préoccupations politiques au détriment de la gestion du territoire. Il n'y a pas beaucoup de dialogue entre les élus et les habitants du territoire.

La question de l'autonomisation est valable pour les deux partenaires : les partenaires haïtiens comme les partenaires français. Il faut mettre fin aux actions isolées. Se rencontrer pendant une journée ne suffit pas, il faut que les actions s'inscrivent dans un plan communal de développement.

La population n'est pas informée sur les enjeux du changement climatique, ses causes et ses conséquences. Il faut jouer notre rôle sur la politique territoriale et faire des partenariats avec les élus locaux. Les interventions sur le territoire ne sont pas coordonnées. Il faut s'interroger véritablement sur ce que les gens ont besoin.

Le Mouvement Alternatiba propose des solutions alternatives pour l'environnement. En 2016, l'exposition a accueillie plus de 3200 personnes à Port-au-Prince. Suite à cela, une plaquette sur le changement climatique a été diffusée auprès des élus locaux. C'est cela être acteur de la société civile.



TEMPS D'ÉCHANGES

Q - les communes, départements, sections rurales devraient fonctionner en harmonie alors qu'on assiste à une joyeuse disharmonie. Quand on dit, vous, élu local, vous êtes au cœur de la bataille sur le changement climatique, qu'est-ce que vous répondez ?

Georges Jorel - L'AMAGA a pris naissance en 2000 sous le président de Préval. Elle est l'unique organisation des maires en Haïti et regroupe 12 communes sur le département de la Grand'Anse. Pendant dix ans, il n'y pas eu de maires élus mais des agents intérimaires mais aujourd'hui, il y a un retour à une certaine normalité.

Face au désastre causé par l'ouragan, les maires de la Grand'Anse ont proposé des formations de prévention. Par ailleurs, après le cyclone et pendant le cyclone, une campagne de sensibilisation a été menée. L'AMAGA est une structure très forte, ce qui permet d'initier une dynamique territoriale. Les élus de la Grand'Anse ont fait un important travail de sensibilisation même s'il n'a pas été valorisé par manque de moyens. Cependant, l'AMAGA représente 12 communes sur 140, il y a donc une grande partie du pays qui n'est pas concernée, sans parler des îles (île à vache, île de la Gonave, île de la Tortue...), très concernées par le réchauffement climatique.

Comment concrètement, vous, l'Amaga, quand vous avez été confronté à ce désastre de la Grand'Anse, vous avez pu faire quelque chose ?

GJ - Chaque commune de la Grand'Anse dans les jours à venir aura une ouverture pour mieux gérer la

commune. Après le cyclone, chaque commune de la Grand'Anse a jugé nécessaire de travailler sur l'élaboration d'un plan communal. Cela permet de faciliter aux institutions le travail dans les communes et de renforcer la rentabilité fiscale de la commune. Normalement, quand elle collecte des impôts, la commune doit en faire état au ministère de tutelle.

Michel Chancy : il y a une bataille à mener contre le pouvoir central qui ne veut pas décentraliser. Mais il y a aussi beaucoup d'espace de pouvoir qui ne sont pas exercés et des opportunités que les élus locaux ont et n'exploitent pas. Les maires, les élus locaux sont aussi sujets à des critiques de corruption, de discrédit devant la population qui considère que les élus font du clientélisme politique et ont la même attitude que le gouvernement central. Il serait important de pouvoir réellement organiser la participation citoyenne afin d'établir une fusion entre les administrateurs et la section communale. Malheureusement, parfois, la bataille qu'on veut livrer contre le pouvoir central se retrouve entre les habitants et les mairies.

Qu'est-ce que vous avez en tête pour pouvoir réellement organiser la participation citoyenne et qu'il y ait une fusion entre les administrateurs et la section communale ? Parfois, la bataille qu'on veut livrer contre le pouvoir central se retrouve entre les habitants et les mairies.

David Tilus - La corruption est institutionnalisée en Haïti, et à tous les niveaux. Il y a des étrangers qui sont corrompus et qui favorisent ou créent des espaces même de cette corruption. Il est donc nécessaire de créer des espaces de dialogue. Comment trouver une articulation entre la démocratie représentative et la démocratie participative ? La société civile demande le partage du pouvoir mais en tant que société civile, il n'est pas possible de responsabiliser les acteurs locaux. Cependant, se regrouper autour d'un territoire pour développer des stratégies au sein d'un collectif peut permettre d'obtenir des résultats concrets. La question de la citoyenneté est importante et doit passer par un circuit qui s'appelle formation et engagement. Il faut exploiter le phénomène lakou et Konbit pour arriver à ce que les députés ne fassent plus le travail des élus locaux.

La constitution haïtienne de 1987 parle de la décentralisation et du pouvoir administratif des communes et département. Pourtant, cela n'intéresse pas le pouvoir central de donner du pouvoir au local. Comment se mettre ensemble pour contourner et aller de l'avant ? C'est aux associations d'agir pour initier le changement.

L'association AFHAD travaille depuis quelques années sur Desdunes à l'élaboration du plan communal. Il y a une transition d'une démocratie élue à une démocratie participative avec les comités locaux qui accompagnent les maires élus dans une gestion communale. Ainsi, l'association a élaboré un document et un plan dans le cadre duquel elle peut intervenir.

Pour initier le changement, il est important de prendre en compte le volet éducatif afin de développer une conscience citoyenne.

Est-ce que en tant que maire, vous avez le pouvoir de porter des projets éducatifs liés à l'environnement ? Un député qui tente de se substituer à vous, est-ce que vous avez des moyens de lui répondre ?

GJ : Il y a une différence entre les parlementaires et les maires. Puisque les maires n'ont pas la capacité de convoquer les ministres, ils ne représentent rien. Les ministres ont plus d'intérêt de financer les députés et

sénateurs au détriment des maires parce que les maires n'ont pas le pouvoir. Au niveau de la mairie, les maires peuvent envoyer des jeunes en stage au niveau de l'AMAGA dans le secteur agricole. Nous accompagnons les jeunes pour l'école normale. Mais il n'y a pas de rapport direct entre les mairies et le ministère de l'éducation. La mairie ne gère pas l'éducation. Avant, il existait des écoles communales mais il n'en reste plus qu'une.

DT : Il n'y a pas eu de contestation de la société civile face choix du président Martelly de nommer des agents intérimaires. Un plaidoyer a été mené au niveau de l'union européenne mais l'UE a continué à financer. Cette année, le GAFE a eu le courage de dire qu'ils ne financeront pas les agents intérimaires et qu'ils attendront les élections. Mais il y a le prix à payer car ils n'ont plus de financement. Le problème d'Haïti, ce n'est pas une question d'agent. La question des mentalités est fondamentale. Il faut passer d'une mentalité d'échec et passer à une mentalité de créateurs. Il faut qu'il y ait des élus formés pour porter ces dynamiques. Dernièrement j'ai été invité au parlement européen. Après les élections, les gens ont dit « bonne chance avec Haïti. C'était de bonnes élections. » Heureusement, il y a eu des dynamiques en Europe pour avancer les opinions haïtiennes face à l'UE.

Face à l'implication de la société civile en Haïti et le développement par les municipalités, comment les politiques perçoivent cette nouvelle dynamique ? Nous avons parlé des sénateurs, des députés qui ont tendance à prendre la place des maires.

DT : Pourquoi maintenant a-t-on tous ces candidats comme députés, sénateurs et présidents ? Certains n'ont jamais travaillé. Certains ne savent même pas lire. Cela ne permet pas de faire avancer des dynamiques. Mais ils ont été élus par des citoyens. C'est là qu'il faut se poser la question. Comment contribuer à avoir des leaders responsables ? C'est l'éducation. La matière grise d'Haïti se trouve à l'extérieur. Ça fait longtemps qu'on regarde le développement sur le plan sectoriel. Mais maintenant, il faut regarder au niveau du territoire. Il n'y a pas de parti politique en Haïti, il n'y a pas d'hommes politiques en Haïti. Comment impulser des dynamiques à avoir la construction d'un territoire ? Il faut arriver à constituer un groupe formel. La population ne peut pas diriger. Il faut qu'il y ait des gens pour construire des démarches globales. Nous avons des choses à valoriser. Ce n'est pas l'assistanat, il faut du partenariat.

En Haïti, il existe le programme pilote de résilience au changement climatique porté par le Ciat. Est-ce que vous avez entendu parler de ça ? A qui s'adresse-t-il ?

L'ancien code rural de Duvalier a été modifié et amendé. Si un troupeau se balade sur une commune, ce qui est maintenant interdit, est-ce que le maire a les moyens d'arrêter le troupeau et son propriétaire ? Est-ce qu'il a les moyens d'empêcher quelqu'un de construire sa maison sur une zone à risque ?

GJ- La circulation des bêtes dépend de l'autorité du maire. Il y a des moyens qui existent pour empêcher ça. Pour la construction anarchique, la première commune du département, Moron, a empêché ces constructions. La mairie distribue des permis de construction. Si les gens construisent quand même, c'est à la justice de voir. Normalement, personne n'a le droit de construire sans permis de construire.

Pour clôturer l'intervention de Tilus, le Film village alternatiba /GAFE a été projeté

<https://www.youtube.com/watch?v=RcuZakTYa38>

LES ATELIERS, PARTIE 2

ATELIER 4 : DEVELOPPEMENT RURAL ET TERRITOIRES

QUEL OBJECTIF ?	Analyser les différents facteurs de développement possibles sur un territoire
INTERVENANT	Georges JOREL Frantz CADET
MODERATEUR	Ornella BRACESCHI (CHF)



Qu'est-ce que peut être un territoire en développement? Comment voir un territoire en développement ?

Il existe des groupes d'actions locales tournées vers une logique de territoire avec l'idée de protection ou de développement de filière. L'objectif ? Développer une activité économique sur le territoire pour créer des emplois et une dynamique. Le territoire doit ainsi être appréhendé comme une entité avec des activités de type économiques.

L'association AFLIDEPA rassemble 520 femmes et 324 jeunes. Elle est organisée en assemblée générale et comités. Beaucoup de ces femmes sont dans la production laitière,

Le développement des filières permettrait de valoriser et d'exporter des produits à valeur ajoutée.

L'agriculture haïtienne est à 90% familiale. Le ministère de l'agriculture a une politique bien définie, mais très peu de plans de développement clairs pour chacune des filières. Avec la chute des prix du café en 30 ans, beaucoup de terres ont été rasées, ce qui a entraîné une dégradation des sols.

On a observé une aliénation au mythe du productivisme des politiciens mais l'agriculture vivrière prédomine et des ONGs agissent en faveur du bio.

Exemple de la filière lait :

La laiterie de Limonade a été créée par une organisation de producteurs de lait.

Aujourd'hui, afin qu'elle puisse se renforcer, il a été décidé de créer une nouvelle entité, une « société anonyme » entreprise commerciale à capitaux privés qui ne se cantonne pas au lait.

Le lait est un des produits les plus importés, il y a donc un énorme potentiel de production de viande de bœuf et de lait. D'autant plus que les familles paysannes représentent 50 % environ de la population et 50 % d'entre eux font de l'enlèvement bovin.

Le projet PWOMOLET vise à augmenter la capacité de stockage et participer à la création de richesses. Renforcer la filière lait permet de renforcer la capacité des associations de producteurs de lait et de faire le pont entre les élus locaux et les producteurs.

ATELIER 5 : INTEGRER LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE A SON PROJET

QUEL OBJECTIF ?

Partager outils et bonnes pratiques visant à prendre en compte la dimension environnementale de tout projet

INTERVENANT

David TILUS

MODERATEUR

Paul VERMANDE (CHF)

Introduction

Au cours d'une formation sur la gestion des déchets, prévention et protection de l'environnement, les formateurs se sont retrouvés à manger dans des boîtes-manger en poly-éthylène (styrofoam) (après des discours et des critiques sur l'empilement des déchets plastiques !). *Face à ce type de situations, certaines questions doivent se poser : Quoi faire ? Comment faire ?*

Il est important de se questionner sur la durabilité des actions !

Le GAFE mène des actions de plaidoyer portées auprès des acteurs concernés (ex : restaurant) ou auprès des associations partenaires de celles qui sont sur le terrain en prévenant de l'arrêt du financement dans le cas où des « boîtes » manger (styrofoam) sont utilisées au cours du déroulement des projets.



Actions possibles pour les associations du CHF :

- Mise en place d'une charte d'engagement : simple contribution (cosignée entre les associations du CHF et les partenaires terrain) / signature de conventions
- Passer par l'éducation : tout doit passer par ce début (éducation à différents niveaux, conscientisations des différents acteurs et parties prenantes de la société civile sur le problème, l'éducation primaire comme base de départ !)
- Intégration du volet « *sensibilité à la dégradation de l'environnement* » dans les projets

Quelques pistes à suivre :

- L'exemple de GAFE (le document...) : les apports des déchets au BAC de la commune !
- La sensibilisation au niveau des écoles (action à mener en partenariat avec les responsables d'école, responsable de comité de salle, des enseignants...)
- Distribution de récipients permettant à toute personne d'amener son eau à boire (pour limiter ou faire disparaître les sachets en plastiques) => accompagné d'un programme de sensibilisation
- Le rôle des associations locales (plus de volontaire pour la sensibilisation)
- Le rôle des parents (acteurs importants, travaillent avec les écoles, leurs propres enfants, leur famille, la communauté...)
- Le rôle de la société civile (tenir compte du problème et plus de sensibilisation/actions viables et durables)
- Le rôle des collectivités territoriales (tenir compte du problème, mettre à dispositions de la société civile des moyens pour lutter contre la dégradation de l'environnement, renforcement, accompagnement et sensibilisation...)
- Identifier des responsables qui ont des marges de manœuvre !

A noter :

- Si les enfants/élèves sont bien conscientisés, ils peuvent éduquer leurs parents sur les actions ou la prévention ou les volets de protection environnement !
- Une initiative personnelle peut être l'élément déclencheur d'action collective !
- Exemple de challenges dans les écoles pour conscientiser sur le programme à l'éducation à la protection de l'environnement

ATELIER 6 : MOBILISER LES INSTITUTIONS LOCALES DE LA GRAND'ANSE POUR ASSURER LA PERENNITE DES PROJETS

QUEL OBJECTIF ?

Favoriser le travail en réseau des acteurs de la Grand'Anse pour permettre un développement cohérent au niveau du territoire

INTERVENANTS

Georges JOREL
Représentant de la région Bretagne, Yannick PONT

MODERATEUR

Céline DEBOFFE (CHF)

L'objectif de cet atelier était d'illustrer à travers la Grand'Anse la manière dont les institutions locales fonctionnent en Haïti.

Plusieurs points ont été abordés :

- Compléments d'informations sur l'AMAGA
- Présentation de la coordination existante entre la coopération française et l'AMAGA
- Rôle de l'AMAGA avec les acteurs de développement ou d'urgence sur le territoire



Présentation de l'AMAGA :

L'AMAGA concentre son activité sur : le secteur agricole, la santé, l'assainissement.

Le dispositif agricole consiste à mettre en place des formations sur le terrain à destination des paysans et le financement de semences. **Le budget de ce dispositif est de 80 000 euros couvrant les frais de fonctionnement, les formations, les salaires...**

Concernant le dispositif lié à l'assainissement, le budget est de 163 000 euros dont 50% est financé par l'agence de l'eau Loire Bretagne dans le cadre de la coopération décentralisée.

Fonctionnement de l'AMAGA et budget :

L'équipe de l'AMAGA s'exécute sur plusieurs niveaux avec le conseil d'administration, la coordination, du personnel administratif et des techniciens de terrain.

La part des subventions dans le budget de l'AMAGA est pratiquement de 100%.

Le budget annuel de fonctionnement de l'AMAGA aujourd'hui à 25 000 euros est en baisse. L'AMAGA est propriétaire de ses locaux, ce qui permet une stabilité. Le montant des cotisations des communes n'est pas encore fixé, il le sera à partir de ce mois. Pour l'instant ce montant variait entre 10 000 et 25 000 gourdes par an.

L'AMAGA a déposé des dossiers de subvention à l'Union Européenne qui ont été obtenus pour relancer la filière cacao en Grand'Anse avec la mise en place de 5 coopératives sur 5 communes et de 4 centres de fermentation. Cette démarche prouve les compétences de l'AMAGA et leur autonomie.

Le projet prévoyait la mise en place de pépinières, cependant, l'ouragan Matthew a causé la destruction de la plupart des plants de ces pépinières.

L'AMAGA est aujourd'hui structurée, avec une stabilité dans son personnel, institutionnalisée et reconnue. La continuité entre les deux administrations n'a fait que démontrer sa stabilité.

L'AMAGA rentre aujourd'hui dans une étape d'autonomisation pour aller chercher elle-même ses financements.

Travail entre la coopération française et l'AMAGA :

Plusieurs coopérations décentralisées avec la Grand'Anse :

- Conseil régional
- Région Bretagne
- Ville de Nantes
- Nantes métropole
- St Brieux agglomération

- Département des Côtes d'Armor
- Lannion Trégor Communauté

Les collectivités travaillent en coordination pour un travail plus efficace et se retrouve sur la même finalité qui est de renforcer les capacités des mairies d'œuvre et d'ouvrage de maires de la Grand'Anse. Pour assurer cette coordination et le respect de cette finalité, chaque collectivité a signé une charte de collaboration. Le travail dans cet esprit s'exerce depuis 2011.

Le département des Côtes d'Armor gère la partie administration tandis que des autres collectivités travaillent sur des projets.

Un travail sur la formation des élus a également été réalisé.

Le rôle de l'AMAGA avec les acteurs de développement ou d'urgence sur le territoire

L'AMAGA a plusieurs projets sur tout le territoire de la Grand'Anse et un processus de décision en interne a été mise en place pour définir les priorités sur le territoire.

Dans la Grand'Anse, chaque commune a un plan de développement disponible à la consultation.

L'AMAGA travaille avec les organisations communautaires de base. L'AMAGA affirme que pour tout projet il faut impérativement l'implication des organisations de base pour en assurer la réussite. L'AMAGA entend par implication des organisations de base, de bonnes relations avec les mairies, les ASEC, les CASEC...

Il est nécessaire que les associations locales se rapprochent des institutions locales afin qu'elles développent leur légitimité pour avoir accès à des financements nationaux et favoriser la décentralisation en Haïti.

L'AMAGA souhaiterait avoir une bonne connaissance des projets menés en Grand'Anse et est bien consciente que beaucoup d'organisations travaillent dans le département sans autorisation. Dans la situation actuelle, post-Matthew, les nouveaux maires élus ont ainsi décidé de convoquer toutes les organisations qui travaillent dans le département. Toutes les décisions seront ainsi prises en coordination entre les différentes organisations exerçant parfois dans différents secteurs.

L'AMAGA attache une grande importance à éviter l'émiettement des actions et souhaite au mieux coordonner les actions sur le terrain de la Grand'Anse. L'AMAGA, aujourd'hui reconnue, échange avec les autres institutions locales sur le territoire telles que le PNUD.

La première chose à faire quand une association mène un projet en Grand'Anse est de se diriger vers l'AMAGA. Cependant l'AMAGA a des moyens limités dédiés à des projets. Elle aurait besoin d'un cadre pour mieux travailler avec les organisations et de moyens pour assurer la coordination des actions.

Tout le monde s'est accordé sur la nécessité d'avoir des acteurs comme l'AMAGA pour coordonner les actions des associations/ONG sur le territoire et ainsi faire du lien entre ces organisations et ces projets.

Afin de pallier à la question des moyens, ne serait-il pas possible d'imaginer que chaque association qui mène une action sur le territoire accorde une partie du budget de son projet au financement de l'AMAGA pour coordonner ces actions ? Si 20 associations mènent un projet sur le territoire et accorde une part de leur financement à l'AMAGA, cela pourrait financer la création d'un poste pour assurer cette coordination. Le CHF pourrait ainsi avoir transmettre ce message aux associations qui composent son réseau.

Une mention particulière a été mise en avant concernant les situations d'urgence notamment dans cette situation post-Matthew. Il y a une grande différence entre les organisations présentes sur du long terme et les organisations d'urgence. Il est très important de savoir ce que ces organisations comptent faire après l'urgence.

Il a été souligné que l'email de l'AMAGA n'avait pas été donné et ne se retrouve donc pas dans la liste des participants aux Rencontres Nationales. Le souhait de faire figurer cet email dans le compte rendu est alors demandé.

Mail de l'AMAGA amaga.maire@yahoo.com

Mail Maire AMAGA : georges.jorel@yahoo.fr

La question de savoir comment se projeter s'il y a un changement de direction dans une institution locale est souvent posée. Quel est le cas pour l'AMAGA ?

Il n'y a eu aucune différence entre l'ancienne et la nouvelle administration de l'AMAGA. Mr Jorel avant était trésorier et ne voit aucune différence. Il y a eu une réelle continuité entre Mr Figolé et Mr Jorel, et cette continuité est un élément très important à mettre en avant.

ATELIERS BILAN DES 3 JOURS

*Intervenants : Céline DEBOFFE
Mathilde ORY
Joseph PERRETON*

Ce que je retiens :

- Beaucoup plus de projets fédérateurs/par les Haïtiens
- Aspect philanthropie / mécénat (nouveau et à prendre en considération)
- Peu d'association du CHF représentées / toujours les mêmes
- Énergie des participants / engagement
- Absence du volet de la communication
- Concentration des associations dans les mêmes zones
- Le problème d'Haïti n'est pas le manque d'argent
- Faiblesse de l'entrepreneuriat et des institutions
- Faiblesses des petites associations pour mener des actions efficaces sur le terrain

Et pour la suite :

- Travail de mobilisation du CHF pour mobiliser d'autres associations
- Questionnement aux partenaires sur ce qui est fait concernant la prise en charge de l'environnement
- Mener plus d'actions d'ECSI/plaidoyer pour plus de renforcement institutionnel
- Questionner les besoins à moyen et long terme
- Des projets en commun
- Avoir des retours d'expériences
- Débat sur l'autonomisation dans chaque association
- Organisation de la journée Haïti

Foire aux mots clefs de ces Rencontres Nationales

Agir
Partage
Planifier
Solidarité
Partenariat
Autonomie
Local
Plaidoyer

Concertation
Mobiliser
Durabilité
Combat
Moyens & Compétences
Savoirs
Vigilance
Processus/Démarche

Partenariat construit
Renforcement des institutions
Acteurs
Innovation
Communication
Eco-responsabilité
Territoire
Formation & Education
Développement local

Écoute
Transparence
Opportunités
Citoyenneté
Leadership
Forces/faiblesses
Diagnostic
Contre-pouvoir

Besoins/Envies
Mutualisation
Collaboration
Conscientisation
Appropriation collective
Gestion
Quantité/qualité
Société civile

Ambition
Citoyenneté
Modestie
Solidarité
Alliés
Valorisation

Pragmatiques
Écoute
Promotion
Diversifier
Conscientiser
Ressources

Renforcer
Mutualisation
Compétences
Cheminer
Échange
Autonomie

POUR ALLER PLUS LOIN

Le Collectif Haïti de France a le plaisir de vous faire découvrir son nouveau centre de ressources en ligne, disponible à cette adresse : <http://chf-ressourceshaiti.com/>

Le Centre de Ressources des Acteurs de la Solidarité avec Haïti est un outil collectif et participatif d'échanges d'informations, d'expériences et de pratiques. Vous pouvez contribuer à ces échanges en proposant vos propres ressources ! Celles-ci doivent répondre au cadre établi par la charte d'utilisation, et le CHF les mettra ensuite en ligne.

Le but ?

- Mieux comprendre le contexte politique, social et culturel dans lequel s'inscrivent vos projets à travers les études/rapports/synthèses, bulletins d'informations, documentations et vidéos,
- Accéder aux informations sur les actions menées en Haïti, notamment d'en connaître les réussites, les difficultés et les solutions envisagées à travers les fiches expériences,
- Renforcer ses compétences en gestion de projet à travers des outils pratiques,
- Mener des activités de plaidoyer sur des questions de développement et de solidarité internationale.

Pour proposer une ressource, il suffit de vous inscrire. Grâce à votre compte, vous pourrez alors proposer les ressources que vous souhaitez !

N'attendez plus pour découvrir, utiliser et alimenter le centre de ressources en ligne !

MOTS DE CLOTURE

MOT D'ORNELLA BRACESCHI, TRESORIERE DU CHF

Une pensée pour les victimes de l'attentat du 13 novembre à Paris et ceux de l'ouragan Matthew.
Des remerciements aux différents invités et aux partenaires qui ont permis la mise en place de ces sixième Rencontres Nationales (Ouest France, Collectif 35, CHF, Région Bretagne, etc.).

MOT DE DANIEL LAFOREST, PRESIDENT DU COLLECTIF 35

Remerciements à Ouest France.

Remerciements aux invités Haïtiens qui ont répondu présent.

Cette nouvelle dynamique initiée par cette rencontre a permis de recentrer les questionnements sur Haïti. Cela va permettre également d'initier une nouvelle dynamique au sein du Collectif 35 afin de recentrer l'ensemble des associations sur des projets d'avenir commun et recentrer ses actions sur des perspectives qui ont un impact au niveau de la nation. L'implication de la Région Bretagne dans les projets menés à Haïti souligne le lien particulier qui existe entre la Bretagne et Haïti.

MOT DE PAUL VERMANDE, PRESIDENT DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Ces sixième rencontres vont marquer la vie du CHF, les décisions ne vont pas être prises maintenant mais elle marque sur plusieurs points : le lieu une MFR dont le modèle va être installé en Haïti ; la présence des invités haïtiens ce qui sort du schéma et des réflexions habituels et apporte beaucoup d'information sur ce qui se fait en Haïti, sur la société civile, etc.

Une trentaine d'association ont présenté des réalisations concrètes lors de cette rencontre ce qui fait entrevoir la force que l'on pourrait obtenir si toutes les associations agissaient ensemble, le CHF pourrait avoir plus d'envergure. Mais seulement 30 associations sur les 80 membres du collectif sont représentées, ce point pose question.

En ce qui concerne les intervenants haïtiens, ils ont apportés des questionnements pour l'avenir, ainsi que des solutions possibles pour le renforcement de la société civile. Le président de l'AMAGA a fait part des difficultés de contact entre les députés et les maires. Il retient également le capital en bovin disponible en Haïti pour l'industrie laitière plus de 1M200 mille bovins sont disponibles, c'est un investissement peu onéreux à promouvoir, s'ajoute à cela une nouvelle filière qu'il est possible de développer cette de la production de sucre complet (ou sucre roux).

Jean Faraux Guerrier a fait connaître les actions d'Entrepreneur Du Monde, le CHF peut soutenir les TPME. Anne Lescot a parlé du mécénat d'entreprise et de la philanthropie qui peut exister en Haïti et que la culture est un moyen d'intervention en Haïti. David Tilus a parlé de l'action du GAFE sur l'environnement et les pressions qu'il faut faire sur les politiques.

Cette rencontre a aussi fait voir que les actions éparpillées et isolées gagneraient à se coordonner. Le CHF travaille donc actuellement sur un projet d'amélioration du fonctionnement de 30 écoles en Haïti (projet COMOSEH).

Pour conclure, les échanges étaient fructueux et des idées sont à transmettre pour un développement durable.

MOT DE DAVID TILUS, PRESIDENT DU GAFE

La rencontre a été de qualité. Le CHF a grandi et gagné en maturité.

Les associations interviennent sur la quantité alors qu'Haïti a besoin de la qualité. Le CHF doit jouer un rôle à travers le travail de terrain, la vie politique, le rôle des femmes, l'éducation, la participation aux élections afin que les citoyens choisissent les gens en fonction de leur conviction. Le CHF doit creuser pour travailler avec des gens porteurs d'espace de dialogue car en Haïti il n'y a pas la culture d'espace de dialogue. Le CHF doit créer une diversité d'acteurs pour finir avec les actions isolées pour aider Haïti. Durant ces journées, il a vu une percée pour le changement.



DES RENCONTRES PLACÉES SOUS LE SIGNE DE LA CONVIVIALITÉ !

Contes haïtiens et bretons par Natacha Saintil et Jean-Pierre Mathias



De la musique haïtienne avec le groupe Rasin Ginen



Diner breton avec les Gourmandises de Soizic



De la musique bretonne avec le groupe Grain d'



*L'exposition Bos Metal
« Quand la récupération devient art »
de la mairie de Suresnes*



PAROLES DE PARTICIPANTS

« Des RNs festives aux couleurs haïtiennes et bretonnes, qui nous rappellent comment vivre la solidarité »

« Les RNs nous montrent que pour fédérer, nous ne sommes pas seuls. »

« Les rencontres, les échanges et les débats de qualité donnent envie de continuer à bien faire »



ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE ET CONTACT DES PARTICIPANTS

Nom	Prénom	Association ou Collectif	E mail
Albouy	Michèle	Collectif Haïti Midi Pyrénées et du Languedoc Roussillon	michelalbouy@yahoo.fr
Baggioni-Lopez	Nadine	Collectif Haïti de France	lopez.nadine@free.fr
Baptiste	Nestalia	Lyon Haïti Partenariats	vermandemaguy@wanadoo.fr
Beauzile	Raphaël	Amitiés Chatelleraut Haiti Cayes	r.beauzile@laposte.net
Boisselot	Odile	Groupement des Éducateurs sans Frontière	odile.boisselot@gmail.com
Boisson	Daniel	Lyon Haïti Partenariats	dan78boisson@orange.fr
Braceschi	Ornella	CHF	Ornella.braceschi@free.fr
Cadet	François Frantz	Relais France-Europe Fondation Max CADET	fr.cadet@yahoo.fr
Camus	Marie	St Cado Haïti	camus.ma@laposte.net
Chauvet	Françoise	St Cado Haïti	fanchauvet@sudmorbchan.com
Clergé	Suzanne	AMAGA	
Constant	Lucette	AFHSEC/CHASO	lucetteconstant@gmail.com
Dagorne	Claire	GRF	clairemonique.dagorne@laposte.net
Dauvisis	Marie-Claire	Timoun et Environnement	timoun.environnement@gmail.com
Davoust	Lude	AFHAD	ludedavoust@gmail.com

Deleau	Ghislaine	CHF	gislene.deleau@orange.fr
Diaz Box	Célia	Ville de Nantes	Celia.DIAZ-BOX@nantesmetropole.fr
Dorimain	Louis	AMAGA	
Drian	Agnès	Douar Nevez	agnesdrian@wanadoo.fr
Drouaud	Romain	Ass'Hum	romain.drouaud@gmail.com
Garaud	Alain	AFHAD	alain.garaud@afhad.org
Gaston-Carrère	Catherine	Groupe des Retraités Éducateurs sans Frontière	catherine.gaston-carrere@orange.fr
Guerrier	Chantal	AFHSEC/CHASO	mchantalguerier@yahoo.fr
Guery	Nei		
Guiffault	Flore	EHESS	guiffaultf@gmail.com
Guilmin	Dominique	Conseil départemental des Cotes d'Armor	dominique.guilmin@cotesdarmor.fr
Hirel	Enorah	Lambi	
Labossière	Wilsonn		labowilson@hotmail.com
Ladouceur	Jessica	Lyon Haïti Partenariats	vermandemaguy@wanadoo.fr
Laforest	Daniel	Collectif 35 des Amis d'Haïti	adlaforest@free.fr
Lavirotte	Magali	Pays de Savoie Solidaires	magali.lavirotte@paysdesavoiesolidaires.org
Le Chat	Pierre Yves	Région Bretagne	pierre-yves.lechat@bretagne.bzh
Le Clézio	Roland	Collectif Haïti 35	roland.le-clezio@orange.fr
Le Guevel	Jean- François	Lannion-Trégor	nadine.marechal@lannion-tregor.com
Lecomte	Maryline	Région Bretagne	marilyne-lecomte@bretagne.bzh
Lefevre	Nelly	Bruz Solidarité	lefeuvrenelly@yahoo.fr
Legris	Damien		damien.legris@laposte.net

Logez	Catherine	Grandir en Haïti (ALBI) – LES AMIS D'HAÏTI (AMIENS)	catherine.longez@neuf.fr
Longet	Antoine	Ville de Nantes	
Manchot	Pierre Yves	CEFREPADE	pierremanchot@gmail.com
Marcel	Launay	Bretagne Cens Commerce équitable Nord Sud	marcel.launay2@orange.fr
Milhade	Morgane	Regard 'Haïti	regardhaïti29@gmail.com
Montinard	Steevenson	Regard 'Haïti	regardhaïti29@gmail.com
Mouchet	Guy	AFHAD	guymouchet44@gmail.com
Naval	Florence	Les amis d'Elmita Jeremie	florence.naval@gmail.com
Naval	Emilien	Les amis d'Elmita Jeremie	
Nedelec	Marie-Hélène	Ville de Nantes	marie-helene.NEDELEC@nantesmetropole.fr
Ory- Laforest	Marie-Dominique	Collectif 35 des Amis d'Haïti	mdbory1@free.fr
Pabiot	Mallorie	Lyon Haïti Partenariats	vermandemaguy@wanadoo.fr
Perreton	Jo.	Ass'Hum	joseph@asshum.org
Pont	Yannick	Région Bretagne	yannick.pont@bretagne.bzh
Ponthieux	Régis	GRAF	regispont@numericable.fr
Poupon	François	AFHAD	francoispoupon@gmail.com
Raddas	Robert	Association d'insertion en Guadeloupe	raddas@wanadoo.fr
Renard	Gérard	Fédération Enfants- Soleil	secretariat@enfants-soleil.org
Rio	Rémy	Groupement des Éducateurs sans Frontière	remy.rio@sfr.fr
Sabin	Jhonson	ACSS	jhonsonsabin@yahoo.fr

Salaun	Gildas	Ville de Nantes	Gildas.SALAUN@mairie-nantes.fr
Signé	Michel	Lyon Haïti Partenariats	michel.signe551@gmail.com
Soler	René	Timoun-Restavek	renesoley@gmail.com
Teirlinck	Martine	Kayiti (CHO)	batucmartine@laposte.net
Thiriot	Monique	GRAF	monique.thiriot@yahoo.fr
Vermande	Paul	Lyon Haïti Partenariats	vermandepaul@wanadoo.fr
Vermande	Maguy	Lyon Haïti Partenariats	vermandemaguy@wanadoo.fr
Intervenants			
Chancy	Michel	Université Quisqueya – Veterimed	michelchancy@gmail.com
Cothière	Darlyne	Maison des journalistes	
Guerrier	Jean Farreau	Entrepreneur Du Monde	jean-farreau.guerrier@entrepreneursdumonde.org
Jorel	Georges	AMAGA	
Lescot	Anne	Collectif 2004 images	anne.lescot@gmail.com
Robert	Philomé	France 24	
Tillus	David	Gafe	gafe_haiti@yahoo.fr
Intervenants culturels			
Rasin Guinen (musique haïtienne)			music_traditionnel@yahoo.fr
Grain de sel (musique bretonne)			
Jeune Saintil (conteuse haïtienne)	Natacha		natachajeunesaintil@gmail.com
Mathias (conteur breton)	Jean-pierre		jeanpierremathias@contes-et-merveilles.com

Chef ti Legrand (traiteur haïtien)			micha.91@hotmail.fr
Coordination			
Deboffe	Céline	Collectif Haïti de France	celine.deboffe@collectif-haiti.fr
Desir	Bettina	Collectif Haïti de France	bettina.desir@collectif-haiti.fr
Machtou	Sara	Collectif Haïti de France	sara.machtou@collectif-haiti.fr
Ory	Mathilde	Collectif Haïti de France	mathilde.ory@collectif-haiti.fr

ANNEXE 2 : LE PROGRAMME DES RENCONTRES NATIONALES 2016

6^e Rencontres nationales des acteurs des acteurs de la solidarité avec Haïti - PROGRAMME détaillé -

Vendredi 11 novembre 2016

- 13h30** | Accueil des participants
- 14h30** | **Séance d'ouverture**
Avec : Forough Salami-Dadkhah (Région Bretagne) ; Daniel Laforest (Collectif 35 des amis d'Haïti), Paul Vermande (Collectif Haïti de France), Michel Chancy (Veterimed, Université Quisqueya).
- 15h30** | **Foire aux expériences associatives** – Un temps dédié aux acteurs de la solidarité avec Haïti ! Une scène, des stands et un chronomètre : l'occasion de se connaître avant d'échanger et de travailler.
- 17h30** | **Contes haïtiens et bretons** par Jean-Pierre Mathias et Natacha Saintil
- 19h** | **Soirée haïtienne**: repas haïtien avec *Chefs ti Legrand* et musique haïtienne avec le groupe Rasin Ginen

Samedi 12 novembre 2016

- 9h30** | **Séance Plénière** – Accompagner et renforcer l'autonomisation de nos partenaires haïtiens pour un développement durable. *Avec : Michel Chancy (Veterimed, Université Quisqueya) ; Jean-Farreau Guerrier (Entrepreneurs Du Monde Haïti) ; Anne Lescot (Fondation de France/Collectif 2004 Images).*
- Animé par : Darlyne Cothière, directrice de la Maison des journalistes.*

11h

Ateliers - au choix:

- **Panorama des modes d'organisation et d'actions en Haïti** – *Objectif: comprendre le concept d'ESS, identifier des modes d'organisations, d'actions, de savoir-faire, dégager des pistes de travail.*
- **Assurer la continuité d'un projet par l'autonomisation des acteurs** – *Objectif: comprendre l'enjeu d'autonomisation des acteurs, identifier des bonnes pratiques.*
- **Devenez acteurs d'Éducation à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale** – *Objectif: comprendre le concept d'Education à la Citoyenneté et le Solidarité Internationale (ECSI), échanger sur les enjeux et découvrir des outils. (Animé par le Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Solidarité entre les Peuples (CRIDEV)*

12h30

Repas

14h30

Séance Plénière- Haïti face aux changements climatiques: les défis d'un développement rural et territorial. *Avec David Tilus (Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement); Georges Jorel (Association des Maires de la Grand'Anse (AMAGA); Frantz Cadet (Collectif Haïti Occitanie ; Maison Familiale Rurale).*

Animé par Philomé Robert, journaliste.

16h

Ateliers - au choix:

1. **Développement rural et territoires** – *Objectif: Analyser les différents facteurs de développement possibles sur un territoire.*
2. **Intégrer la dimension environnementale à son projet** - *Objectif: partager outils et bonnes pratiques visant à prendre en compte la dimension environnementale de tout projet.*
3. **Mobiliser les institutions locales de la Grande-Anse pour assurer la pérennité des projets** - *Objectif: Favoriser le travail en réseau des acteurs de la Grande Anse pour permettre un développement cohérent au niveau du territoire.*

19h

Soirée bretonne: repas breton avec *Les Gourmandises de Soizic* et musique bretonne avec le groupe *Grain de sel*.

Dimanche 13 novembre 2016

9h30

Restitution collective- *Construisez votre projet de demain!*

11h30

Séance de clôture – *Conclusions et perspectives.*

Avec Daniel Laforest (Collectif 35 des amis d'Haïti), Paul Vermande (CHF), David Tilus (GAFE)

12h30

Repas haïtien avec *Chefs ti Legrand* – Fin.

